

Publié | Published: 2020-09-23
Reçu | Received: 2020-09-23 04:25 (HNE)

LA PRESSE

La Presse+ | AFFAIRES | AFFAIRES_5

La politique monétaire sort du placard

Hélène Baril

Avec la crise du coronavirus, beaucoup de **Canadiens** ont été surpris d'apprendre que la **Banque du Canada** peut imprimer de l'argent à volonté. Jusqu'où peut-elle aller et dans quel but ? Le moment est bien choisi pour ouvrir le débat sur le rôle de la banque centrale, dont le mandat doit être renouvelé l'an prochain.

Il est temps d'en discuter ailleurs que dans les cercles fermés d'initiés, estime Stephen Gordon, professeur à l'Université Laval et un des organisateurs de la conférence qui se tient actuellement à l'Université McGill.

La **Banque du Canada** a elle-même entamé le dialogue, en lançant pour la première fois de son histoire une consultation auprès des **Canadiens** pour savoir ce qu'ils attendent de la politique monétaire. « C'est nouveau et bienvenu, estime Stephen Gordon, mais le mandat de la **Banque du Canada** est d'abord une décision politique importante, qui sera prise par le gouvernement », rappelle-t-il.

Depuis hier et jusqu'à vendredi, six options d'encadrement de la politique monétaire feront l'objet de discussions ouvertes de participants du **Canada**, mais aussi des États-Unis et d'Europe. Y seront, entre autres, David Dodge, ancien gouverneur de la **Banque du Canada**, et **Diane Bellemare**, économiste et membre du **Sénat canadien**.

Depuis presque 30 ans, le mandat de la banque centrale est de veiller sur la stabilité des prix. Autrement dit, de contrôler l'inflation. Alors que les taux d'intérêt sont au plancher, que l'inflation n'est plus considérée comme une menace et que le chômage s'accroît, l'occasion se présente d'intégrer d'autres priorités au mandat de la **Banque du Canada**.

C'est ce que prêche depuis longtemps l'économiste **Diane Bellemare** qui, comme nombre de ses pairs, veut que le plein emploi soit aussi la priorité de la banque centrale, au même titre que la stabilité des prix.

La priorité absolue à la lutte contre l'inflation a donné des résultats catastrophiques dans les années 1990, souligne celle qui est aussi **sénatrice**.

« Des générations de travailleurs ont été affligées par un parcours professionnel allégé ou ont dû se satisfaire de petits jobs. »

- **Diane Bellemare**, économiste et membre du **Sénat canadien**

Elle compare la priorité donnée à l'inflation à la chimiothérapie, qui peut guérir le cancer, mais qui peut aussi tuer le patient.

Cibler l'inflation a toutefois été une stratégie gagnante, comme le montre l'évolution récente de l'économie **canadienne** (avant la crise de la COVID-19). C'est vrai, admet **Diane Bellemare**, « c'est parce qu'on a été chanceux d'avoir des gouverneurs pragmatiques comme Mark Carney et Stephen Poloz » pour mettre en œuvre la politique monétaire, estime-t-elle.

Stephen Poloz, d'ailleurs, a toujours dit que l'emploi est une priorité de la banque centrale, même si ça ne figure pas officiellement dans son mandat. « Si c'est le cas, pourquoi ne pas l'incorporer à son mandat ? », s'interroge Mme Bellemare.

Selon elle, la banque centrale doit garder son indépendance pour mettre en œuvre la politique monétaire, mais l'objectif de sa politique, lui, doit avoir une acceptabilité sociale.

Outre le double mandat (stabilité des prix et plein emploi), d'autres options seront actuellement débattues au colloque virtuel de McGill. Elles vont d'une cible à zéro pour l'inflation à une tolérance jusqu'à 4 %, soit le double de la cible actuelle de la **Banque du Canada**, en passant par le maintien du statu quo. D'autres approches seront aussi examinées, comme la surveillance du PIB nominal et du niveau des prix.

Dans un pays comme le **Canada**, la régionalisation de la politique monétaire devrait aussi être examinée, selon **Diane Bellemare**.

Photo: **Diane Bellemare**, économiste et membre du **Sénat canadien**

Photo: Pour la première fois de son histoire, la **Banque du Canada** a elle-même entamé le dialogue afin de savoir ce que les

Canadiens attendent de la politique monétaire de l'institution, dont le mandat doit être renouvelé l'année prochaine.

Credit: Photo Martin Lipman, fournie

Credit: Photo Pawel Dwulit, Archives Bloomberg

2020 La Presse+